

Quel engagement pour la ligne ferroviaire Paris–Orléans–Limoges–T oulouse?

Par JCS



Jean-Claude Sandrier, ancien député et président de l’association “Urgence Ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse”, revient sur la mobilisation citoyenne autour de la défense de cet axe ferroviaire central pour l’irrigation des territoires. Il explique comment l’association qu’il préside a su fédérer une grande diversité de personnes et d’acteurs associatifs, syndicaux et politiques.

L’association « Urgence Ligne POLT » (ULPOLT), créée en janvier 2010 a pour but de défendre et promouvoir

la ligne ferroviaire historique Paris-Orléans-Limoges-Toulouse, mesurant 713 km de long. Un des moyens énoncés dans ses statuts est « de fédérer en son sein tous les acteurs et toutes les énergies qui œuvrent pour que vive et se développe cette ligne. » Autrement dit, elle s'est créée en dehors de toute référence politique ou syndicale, non pas contre qui que ce soit ou quoi que ce soit, mais strictement pour le développement de cette ligne menacée dans son existence même, notamment par un tronçonnage régional lui enlevant son caractère structurant du territoire national et pour l'ensemble des régions traversées.

Initiée par un député, un maire et un syndicaliste, l'association a eu pour souci, dès sa création, de fédérer l'ensemble des associations locales militant pour la défense des gares et des dessertes, auxquelles elle n'entend pas se substituer. Cela a donné une certaine originalité aux adhésions et au renforcement d'ULPOLT. Les premiers adhérents ont été des élus : parlementaires, maires, présidents de départements, régions, communautés de communes ou d'agglomération avec une adhésion de leurs collectivités en tant que telles. Dans le même temps, un grand nombre d'associations locales ont adhéré. Ensuite sont venus des usagers, des sections syndicales (majoritairement issues de la CGT), des CCI (chambres de commerce et d'industrie départementales) ainsi que quelques chefs d'entreprises.

Les partis politiques ont surtout été présents par l'intermédiaire de leurs élus, qui pour certains ont soutenu notre association. Plusieurs élus ont contribué à relayer nos propositions et revendications, que ce soit à l'Assemblée nationale, au Sénat ou encore dans les collectivités où sont votées des délibérations de soutien adressées au ministre ou à la SNCF.

Certains élus ont été surpris par la qualité de l'expertise des syndicalistes, fondée sur leur expérience. Cela s'est notamment observé de la part d'élus de droite vis-à-vis de cheminots CGT, quand ils ont découvert la pertinence de leurs conseils. Certains disant lors de nos manifestations devant les gares en janvier 2024 : « On n'aurait jamais pensé manifester avec la CGT ». En fait, la banderole et les slogans sont ceux d'ULPOLT.

Dans le « Train de la colère », à l'initiative d'ULPOLT, il n'y avait pas de tri. Tout le monde était là. Des syndiqués CGT, CFDT, SUD étaient présents, certains avec leurs chasubles, mélangés avec des patrons et des élus, de gauche comme de droite. A part un communiqué d'une fédération du PCF, il n'y a pas eu un soutien particulier des partis. C'est peut-être une question, même si je pense que chacun considère qu'il est représenté par ses élus.

S'il y avait une conclusion à donner c'est la force que donne à notre association sa composition très large, très ouverte, son souci de rassembler tout le monde, la condition étant de se battre pour le développement de cette ligne. Le lien avec des syndicats, des partis, des institutions, se passe et vie d'abord à l'intérieur de l'association. Il peut vivre car il est celui de personnes, dont certaines peuvent être individuellement engagées, mais ne sont pas pour autant des porte-paroles de leurs organisations à l'intérieur de notre association. Nous veillons à ne pas remplacer le rôle d'un parti politique ou d'un syndicat. Chacun a son rôle à jouer dans la société. Tout au plus pourrions-nous souhaiter que des partis s'expriment plus fortement sur l'enjeu économique, social et environnemental du transport ferroviaire.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Jean-Claude Sandrier, «Quel engagement pour la ligne ferroviaire Paris-Orléans-Limoges-Toulouse?», *Silomag*, n°19, juillet 2025. URL: